

Autorisation spéciale

Arrêté n° DIR-I-2023-377

Nom du projet : PNRUN - FESTIVAL DAN KER LE O - Association de gestion du Séchoir

Numéro de dossier : DIR/AD/2023/291

Pétitionnaire : Association Le Séchoir - Gilles CAILLEAU

Localisation du projet : La Nouvelle Cirque de Mafate – Commune de la Possession

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4-1 et R. 331-19-1;

Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion,

Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment son MARCœur 27 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national de La Réunion ;

Vu l'arrêté n°2021-386 portant réglementation de l'organisation et du déroulement des manifestations publiques dans le cœur du Parc national de La Réunion ;

Vu l'arrêté n°DIR-2022-203 portant réglementation du survol motorisé et des déposes en hélicoptère en cœur du Parc national de La Réunion ;

Vu la demande de l'association de gestion du Séchoir, en date du 12 octobre 2023, et relatif au dossier n° DIR/AD/2023/291 ;

Considérant que la manifestation publique objet de la demande, localisée sur la commune de la Possession, est organisée dans le cœur du Parc national de La Réunion ;

Considérant que les impacts sur le milieu naturel de la manifestation publique, objet de la demande, sont maîtrisés ;

Considérant, la nécessité d'encadrer les manifestations publiques pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;





AUTORISE

Article 1 : Objet

Le Directeur du Parc national de La Réunion autorise l'organisation et le déroulement de la manifestation publique « Festival Dan ker lé o » à la Nouvelle le 16 décembre 2023.

Le nombre maximum de participants autorisés est de 800.

Le nombre maximum de personnels bénévoles ou professionnels impliqués dans l'organisation autorisés est de 50.

Article 2 : Période de validité

La présente autorisation est valable uniquement pour la date indiquée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

- **3-0** Un exemplaire de la présente autorisation devra être remis à chaque responsable de l'organisation.
- **3-1 Information et sensibilisation des participants et de l'ensemble des personnels, bénévoles ou professionnels impliqués dans l'organisation**: L'organisateur doit informer et sensibiliser, par tous les moyens dont il dispose, notamment lors du briefing avant départ et dans le règlement de la manifestation les participants, et l'ensemble des personnels, bénévoles ou professionnels impliqués dans l'organisation, sur le fait que la manifestation publique se déroule en toute ou partie dans le « cœur » du parc national de La Réunion, faisant partie du Bien inscrit au Patrimoine mondial par l'UNESCO, ce qui implique, pour l'organisateur, de respecter et/ou de faire respecter l'ensemble des prescriptions ci-dessous.

En outre, l'organisateur doit transmettre à l'ensemble des participants et aux personnels bénévoles ou professionnels impliqués dans l'organisation, les informations suivantes :

- aucune atteinte ne doit être portée à la végétation,
- le prélèvement de végétaux d'espèces indigènes, pour la confection de bâton de marche ou tout autre usage, est interdit,
- tout abandon de déchet, même biodégradable (susceptible de favoriser la prolifération des rats, constituant une menace pour les espèces d'oiseaux indigènes), est interdit,
- l'usage du feu est strictement interdit en dehors des emplacements pérennes aménagés à cet effet par le gestionnaire des lieux,
- afin d'éviter la dissémination et l'introduction de nouvelles espèces exotiques envahissantes, un nettoyage complet des équipements utilisés à l'occasion de la manifestation (sac vêtements chaussures etc.), est recommandé avant le début de la manifestation. Cette prescription est d'autant plus importante dès lors que les équipements ont été utilisés en dehors de l'île de La Réunion.

Ces informations doivent être ajoutées au règlement intérieur de la manifestation publique.

Sur sa page internet, l'organisateur doit prévoir une information du public sur le fait que la manifestation publique se déroule en toute ou partie dans le « cœur » du Parc national de La





Réunion, faisant partie du Bien inscrit au Patrimoine mondial par l'UNESCO (modèle en annexe 7 de l'arrêté réglementaire).

3-2 Sensibilité du milieu au piétinement : Les milieux naturels traversés et les espèces végétales qui les composent sont particulièrement fragiles. Une attention particulière doit être portée sur les piétinements et sur l'installation du matériel, et les zones de bivouac. Aucune atteinte ne doit être portée à la végétation indigène pour le choix de l'implantation des lieux d'accueil des participants et du public.

3-3 Installation, signalétique et balisage :

- L'installation de scène provisoire est autorisée.
- L'organisation doit installer des toilettes portables pour garantir l'absence de pollution lié à la sur-fréquentation ponctuelle du site : le nombre minimun est de six (06) toilettes individuelles. Il doit procéder à l'évacuation des déchets vers des dispositifs adaptés.
- L'utilisation de groupe électrogène est autorisée. L'organisateur devra prévoir des cuves de rétention pour chaque groupe électrogène utilisé afin d'éviter toute pollution du sol par des hydrocarbures.
- La signalétique de la manifestation et l'éventuel balisage sont légers et n'utilisent que des supports amovibles. L'utilisation de peinture sur le sol, sur des supports naturels, sur du mobilier ou sur des panneaux existants, est interdite. La mise en place du balisage est réalisée au plus près du jour de la manifestation, et au maximum 6 jours avant la manifestation. L'ensemble de la signalétique et du balisage est enlevé entièrement et immédiatement ou au plus tard dans un délai maximum de 24 heures suivant la fin de la manifestation.

L'utilisation d'un balisage personnalisé à l'en-tête de la manifestation ou de l'organisateur est recommandé.

3-4 Déchets : Tout abandon de déchet, même biodégradable (susceptible de favoriser la prolifération des rats, constituant une menace pour les espèces d'oiseaux indigènes), est interdit.

L'organisateur donne aux participants, au public et aux personnels d'organisation, les consignes nécessaires en matière de propreté des sites.

L'organisateur maintient les lieux d'accueil du public (et le cas échéant les itinéraires empruntés) en parfait état de propreté et vérifie qu'aucun déchet, même biodégradable (peaux d'oranges ou de bananes, restes de nourriture, ...) n'ait été abandonné.

Le nettoyage complet des lieux et l'évacuation des dépôts éventuels sont opérés immédiatement ou au plus tard dans un délai maximum de 24 heures suivant la fin de la manifestation.

3-5 Distribution de nourriture : les zones où sont mis à disposition de la nourriture doivent être équipés de suffisamment de poubelles de grande capacité afin de permettre aux participants de se délester facilement de leurs déchets et de limiter ainsi leurs dispersions. A chacune de ces zones, un membre de l'organisation est chargé de faire respecter les prescriptions ci-dessus tout au long de la manifestation.

Si l'utilisation d'un dispositif d'éclairage de nuit est nécessaire, les sources de lumière extérieure de nuit doivent être orientées vers le sol.





- **3-6 Feu** : L'usage du feu est strictement interdit en dehors des aménagements permanents, maconnés et non mobiles.
- **3-7 Nuisance sonore** : Le recourt à du matériel sonore amplifié est autorisé le 16 décembre 2023, de 15h à minuit.
- **3-8 Publicité** : La publicité est interdite en cœur de parc national. Par conséquent, les banderoles-drapeaux et autres supports publicitaires sont interdits. Seules des banderoles publicitaires placées à l'intérieur des tentes et des gîtes sont possibles.
- **3-9 Prises de vue :** Les prises de vue réalisées ne doivent pas faire l'apologie ou l'éloge de pratiques, d'usages ou d'activités contraires à la réglementation du Parc national.

Les images utilisées à des fins commerciales ou de promotion du territoire sont signalées au public comme ayant été prises dans le cœur du parc national lorsqu'elles sont accompagnées d'un générique ou de mentions techniques (faire apparaître la mention « tourné en cœur du parc national de La Réunion »).

En outre, les images publiées sur les réseaux sociaux Instagram et Facebook doivent identifier le compte du Parc national (Pour instagram : @parc_national_reunion ; Pour Facebook : @Parc national de La Réunion).

3-10 Survol : Le recours à l'hélicoptère est autorisé pour le transports de matériels et d'équipements nécessaires à la réalisation de la manifestation.

Les rotations autorisées de transport de matériels sont limitées de la manière suivante :

- 8 rotations entre le 12 et le 15 décembre 2023 : Station Maïdo La Nouvelle
- 7 rotations entre le 17 et le 18 décembre 2023 : La Nouvelle Maïdo

Le survol de Mafate est autorisé de 6h45 à 15h45.

Le survol de la Roche Ecrite et du Grand Bénare est strictement interdit en tout temps.

3-11 : Informations du Parc national de La Réunion : L'organisateur doit informer le Parc national de tout incident survenu pendant la manifestation publique (accidents, départ de feu) ainsi que des mesures correctives mises en place. L'information doit se faire auprès de l'adresse mail suivante : <u>autorisations@reunion-parcnational.fr</u>.

Il transmet à l'issue de la manifestation un bilan du déroulement du festival comprenant au moins le nombre de participants, un descriptif du déroulement de la manifestation, les quantités de déchets produits et leurs modalités d'évacuation vers des centres de traitement, les modalités de gestion des toilettes. Ce bilan est transmis au plus tard le 30 janvier 2024 au Parc national (autorisations@reunion-parcnational.fr).

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente autorisation peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du Code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national de La Réunion.

Un exemplaire de l'autorisation devra être remis à chaque responsable de l'organisation.





Article 5 : Autres obligations

Cette autorisation n'exonère pas l'organisateur des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur sur le territoire du cœur du parc national et est délivrée sous réserve de l'obtention de l'ensemble des autorisations requises (notamment auprès de l'Office National des Forêts et du Département). Il ne se substitue pas non plus aux obligations de l'organisateur vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

L'organisateur doit conserver tous les justificatifs permettant de vérifier le respect des prescriptions de l'autorisation.

Article 6: Sanctions

Le non-respect de la présente autorisation ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Article 8 : Sécurité et responsabilité

Les espaces, sites et itinéraires considérés dans le cadre du projet ne sont ni aménagés, ni balisés, ni sécurisés par le Parc national de La Réunion. La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui dégage toute responsabilité, notamment en cas d'accident.

Article 9 : Annexe

Sont annexés à la présente :

- Texte à insérer dans le règlement intérieur,
- Texte à insérer dans la communication numérique.





Article 10: Publication

La présente autorisation est notifiée au pétitionnaire, communiquée à la Sous-Préfecture de Saint-Paul, à la commune de la Possession et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de La Réunion (http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa).

À La Plaine-des-Palmistes, le

2 3 NOV. 2023

Le Directeur

Jean-Philippe DELORME

Copies:

- ONF
- Commune : La Possession
- Parc national : Secteurs Ouest
- et Nord
- Sous-Préfecture de Saint-Paul
- PGHM

